

La trajectoire budgétaire Potemkine de Marine Le Pen

Politique

Par Guillaume Duval

Publié le 26 octobre 2026

ancien speechwriter de Josep Borrell, Haut Représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et Vice-Président de la Commission européenne

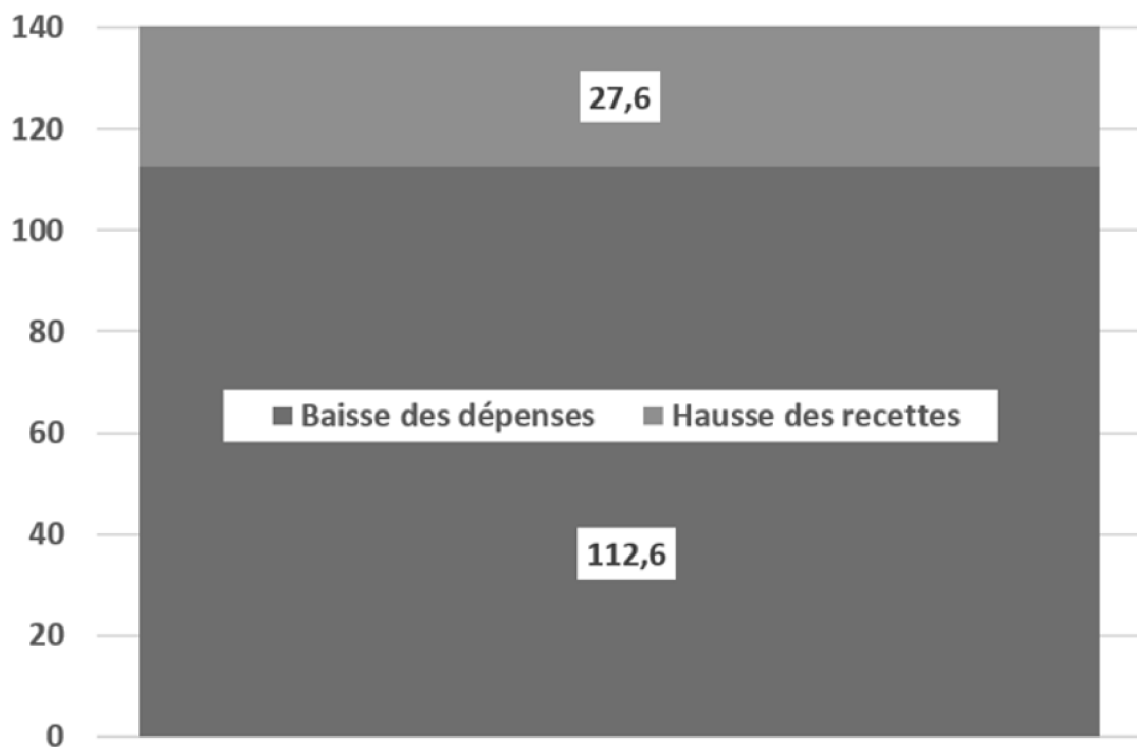
Les prévisions budgétaires du RN à l'horizon du quinquennat sont tout aussi fantaisistes que son budget 2027. Loin de diminuer les impôts, le RN prévoit de les accroître sensiblement tout en taillant lourdement dans les budgets sociaux ainsi que dans celui des collectivités locales, du monde associatif et des fonctions essentielles de l'Etat.

« Au terme de mon mandat, les dépenses publiques auront été ramenées sous la barre des 50% du PIB. Cet ajustement de 140 milliards d'euros par les dépenses sera parallèle à une baisse des impôts d'au moins 30 milliards d'euros net. » Le 6 octobre dernier, Marine Le Pen ne s'était pas contentée de présenter son contre- budget pour 2027. Elle avait aussi tenu à présenter la politique budgétaire qu'elle entendait conduire pendant l'ensemble de son quinquennat.

Comme cela a déjà été souligné précédemment au sujet du budget 2027 du RN, rien ne va dans cette trajectoire budgétaire à moyen terme^①. Tout d'abord, le cadrage général mis en avant par Marine Le Pen ne tient pas la route. Les dépenses publiques vont représenter cette année 57,4 % du PIB selon les dernières prévisions de la Commission Européenne. Passer sous la barre des 50 % en 2032 cela représenterait donc une baisse des dépenses de 220 Mds € par an, beaucoup plus que ce qui est annoncé par Marine Le Pen. Si cette baisse des dépenses est accompagnée d'une baisse d'impôts de 30 milliards d'euros, l'ajustement total ainsi réalisé serait donc en réalité de 190 Mds €, et non les 140 Mds mis en avant par le RN.

Un ajustement de cette ampleur serait en réalité colossal. En Grèce, les dépenses publiques ont baissé de 3 points dans le PIB entre 2008, avant la crise financière, et 2018, au moment où l'essentiel de l'ajustement imposé pendant la crise de la zone euro avait été réalisé. Javier Milei lui-même a fait baisser les dépenses publiques en Argentine de 6,3 points de PIB entre 2023 et 2026. Marine Le Pen ambitionnerait donc de soumettre la France à une cure d'austérité bien plus sévère encore que la Grèce pendant la crise de la zone euro et de faire pire que Javier Milei et sa tronçonneuse pour couper dans les dépenses publiques. On imagine aisément l'état de nos écoles, de nos hôpitaux, de nos routes, de notre sécurité, de nos tribunaux et la situation des chômeurs, des retraités, des malades etc. si le RN devait un jour mettre en œuvre un tel programme...

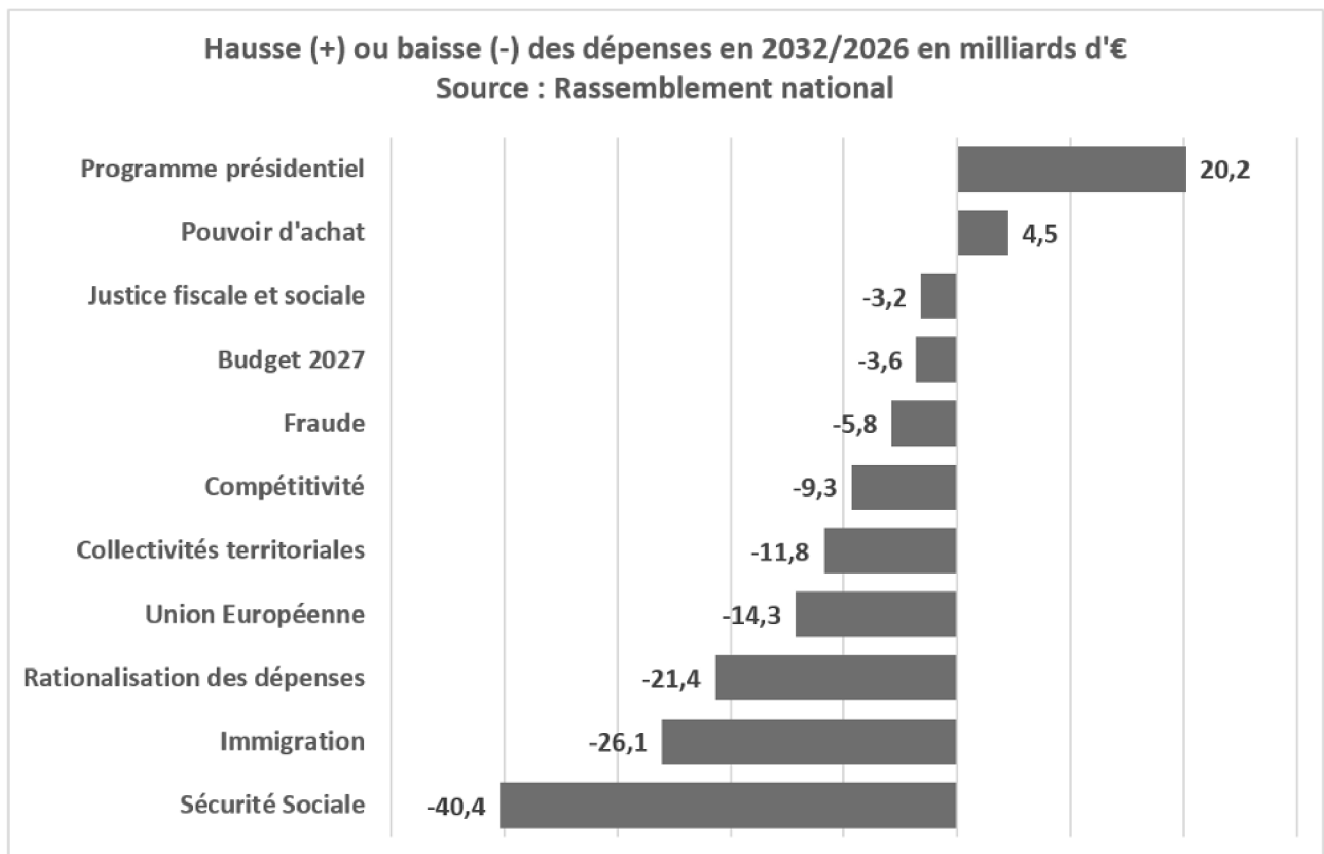
Evolution des comptes publics en 2032/2026 en milliards d'€
Source : Rassemblement National



Les chiffres communiqués le 6 octobre dernier par le RN ne correspondent cependant pas du tout au schéma que Marine Le Pen a décrit oralement durant sa conférence de presse. Selon donc les documents du RN, les baisses de dépenses programmées en 2032 ne représentent en réalité « que » 113 Mds €, 3,8 points de PIB. Et si Marine Le Pen arrive en effet à un ajustement budgétaire de 140 Mds €, c'est parce qu'elle combine cette baisse des dépenses avec une hausse des recettes de 28 Mds €, 0,9 points de PIB. Loin de baisser les impôts de 30 Mds € comme elle s'en est vantée au cours de sa conférence de presse, les documents du RN prévoient au contraire clairement de les augmenter d'autant.

Une fois de plus, on est donc confronté à une entourloupe : contrairement aux affirmations de Marine Le Pen, les dépenses publiques ne passeraient pas du tout (et heureusement) sous la barre des 50 % du PIB en 2032 et, avec le RN, les impôts, loin de baisser, augmenteraient.

1. Des coupes sombres dans les budgets sociaux, et dans ceux des collectivités territoriales, des associations...



Le premier poste de baisse des dépenses prévu par le RN à l'horizon de la fin du quinquennat concernerait la Sécurité Sociale à hauteur de 40,4 Mds €. Et cela en dehors des quelques 26 Mds € que Marine Le Pen souhaite par ailleurs retirer aux prestations destinées aux immigrés.

Sur ces 40 Mds de baisse des dépenses sociales, 5,5 sont censées provenir d'une diminution des dépenses de retraites, et cela bien que la candidate d'extrême droite souhaite toujours officiellement revenir à la retraite à 62 ans et à 42 annuités pour une retraite à taux plein. Le seul moyen de réussir un tel miracle

consiste à réduire sensiblement le niveau des retraites versées aujourd'hui.

L'essentiel des 35 Mds restants concerne des coupes dans les dépenses de santé, domaine dont chacun sait combien il baigne dans l'abondance. 9 Mds € pris aux hôpitaux, 9,5 Mds € sur les prescriptions supposées indues, 3 Mds € en moins pour les Affections de Longue Durée (ALD)... Une véritable saignée...

Le second poste de baisse des dépenses mis en avant par le RN concerne l'immigration avec des économies censées représenter 26 milliards d'euros. Deux tiers de ce montant, 18 Mds €, provient de deux mesures, particulièrement iniques : priver les étrangers de prestations sociales tant qu'ils n'ont pas travaillé 5 ans en équivalent temps plein en France et retirer les prestations familiales aux familles dont aucun parent n'est français.

Entre les économies sur la protection sociale présentées ci-dessus et celles sur les prestations destinées aux immigrés, ce sont donc la moitié des économies prévues par le RN qui seraient réalisées aux dépens des budgets sociaux. Le réveil risque d'être difficile pour toutes celles et tous ceux qui auraient accordé foi à l'image de défenseure des pauvres et des sans-grades que Marine Le Pen essaie de se donner.

A la tronçonneuse pour l'Etat et les collectivités locales

Le troisième poste d'économies mis en avant par Marine Le Pen concerne, à hauteur de 21,4 Mds €, ce que le RN appelle la « rationalisation des dépenses ». Les principales économies attendues proviendraient de la suppression des agences de l'Etat (10,1 Mds €), de la gestion du parc immobilier (5,1 Mds €), d'une réforme de la gestion des bons du Trésor (4,2 Mds €), de la baisse des subventions aux associations (3,7 Mds €), de la privatisation de l'audiovisuel public (3,5 Mds €), de la baisse du

soutien au logement social (3,2 Mds €) et de la réduction de l'aide au développement (2,1 Mds €).

Au-delà du chiffrage fantaisiste des économies putatives liées au parc immobilier ou à la gestion des bons du trésor, ces pistes d'économies traduisent bien les priorités du RN : étouffer le monde associatif, réserver tout l'espace médiatique aux milliardaires amis, casser le logement social et organiser le repli de la France sur elle-même. Quant aux agences de l'Etat comme l'Ademe, l'ANAH, Météo France, l'IGN, les ARS, l'ANSES, la CNAF, l'ANR, le CEA, la BPI etc... si les services qu'elles rendent devaient purement et simplement disparaître, les dégâts seraient considérables pour l'environnement, la santé, l'économie et, au bout du compte, pour toute la société française...

L'Union Européenne au pain sec

La victime suivante de la vindicte budgétaire du RN est l'Union Européenne. Au moment où chacun s'entend à reconnaître que pour faire face aux multiples défis auxquels les Européens sont confrontés ils devraient faire davantage de choses ensemble, Marine Le Pen propose de déshabiller l'Union en réduisant de 13,1 Mds € d'ici 2032 une contribution annuelle de la France qui est aujourd'hui de 25 Mds €. Elle n'ose plus dire tout haut qu'elle veut quitter l'Union Européenne car elle sait que cela lui ferait perdre des voix mais Marine Le Pen entend bien la priver de ressources, et donc de tous moyens d'action, pour la plus grande satisfaction de Donald Trump, d'Elon Musk et des autres oligarques de la tech, de Vladimir Poutine et de Xi Jinping...

Enfin, dernier paquet de mesures à plus de 10 Mds € annoncées par le RN celles qui concernent les collectivités territoriales. Il s'agit de réduire les effectifs (3,75 Mds € soit l'équivalent de 65 000 postes supprimés), de supprimer les intercommunalités et les métropoles et de restreindre les compétences des collectivités locales (3,4 Mds €) et de s'en prendre là aussi aux associations en leur prenant de nouveau 3 Mds € via les

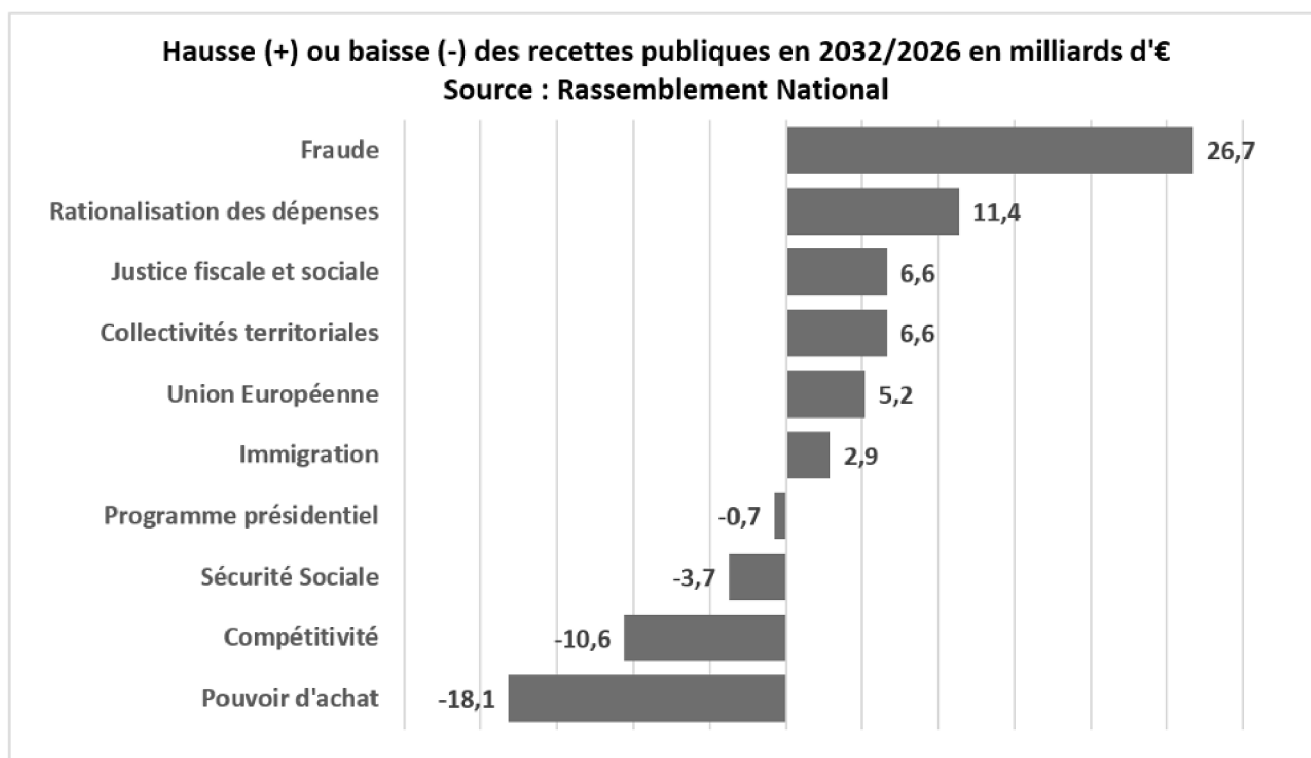
collectivités territoriales. Au moment où chacun ou presque reconnaît que la France a trop de communes et qu'elles devraient se regrouper, le RN veut faire exactement le contraire tout en étranglant des collectivités territoriales dont tous les Français attendent plus en matière de protection civile, de sécurité, d'amélioration du bâti scolaire, de soutien à l'adaptation au changement climatique et au réseau associatif...

En face de ces baisses, Marine Le Pen a prévu 20 Mds € de hausses des dépenses dans le cadre de ce que le RN décrit comme son « Programme présidentiel ». Cela concerne principalement 9 Mds € d'investissements supplémentaires dans la recherche, des soutiens aux familles de travailleurs (français) à hauteur de 5,3 Mds € et 3 Mds € pour les Outre-Mer. Les 5,3 Mds € de soutien aux familles de travailleurs sont à rapprocher cependant des 66 Mds € rognés sur les budgets sociaux évoqués précédemment, quant aux 9 Mds € pour la recherche c'est la seule mesure prévue dans ce domaine. Le RN ne prévoit rien en particulier pour redresser la situation des universités en grande difficulté.

Dans le tableau détaillé des mesures budgétaires prévues par le RN (voir annexe à la fin de ce papier) vous pourrez trouver une petite ligne esseulée « environnement ». Elle prévoit une hausse du fonds vert d'un maigre 100 millions € largement compensée par les baisses prévues par ailleurs sur le soutien à l'éolien, la suppression de l'Ademe et plusieurs autres mesures. Les autres rubriques que le RN a choisi de présenter contiennent chacune une dizaine de mesures. Malgré l'été cataclysmique que nous venons de vivre, l'environnement n'intéresse décidément vraiment pas Marine Le Pen...

Le RN ne prévoit par ailleurs bien sûr aucune hausse des dépenses pour l'éducation mais aussi de façon nettement plus étonnante a priori aucune dépense supplémentaire pour la défense. Mais il est vrai que quand on est prêt à faire ami-ami avec Donald Trump et Vladimir Poutine on n'a plus grand-chose à craindre de nos ennemis...

2. Des recettes plus fantaisistes les unes que les autres



Du côté des recettes, le RN prévoit tout d'abord en effet des baisses d'impôts, en particulier sur le poste dit « Pouvoir d'achat » à hauteur de 18 Mds €. Avec notamment 12,2 Mds € de baisse de la TVA sur les énergies plus 3,5 Mds € sur des produits de première nécessité et 1,7 Mds € de baisse de l'imposition des successions. La diminution des prélèvements sur l'énergie, qui représente les deux tiers de cette baisse, va bien sûr avoir pour effet de freiner durablement la transition énergétique et la sortie des fossiles.

Des cadeaux colossaux aux entreprises

Du côté de la compétitivité, le RN veut diminuer massivement la fiscalité des entreprises à hauteur de 17 Mds € en supprimant à la fois la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE),

la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), et la Contribution Sociale de Solidarité des Sociétés (C3S). A quoi il faut ajouter 1,8 milliards d'allègements supplémentaire pour ceux qui ont recours au Pacte Dutreil concernant la transmission des entreprises. Selon le RN, ce choc fiscal négatif massif serait en partie compensé par 4,6 Mds € de rentrées supplémentaires d'Impôt sur les Sociétés du fait de la hausse des profits censée résulter de la baisse des impôts de production et 3,7 Mds € censés provenir de la vente d'électricité à l'étranger via les dividendes versés par EDF. Avec ces recettes hypothétiques, le RN entend manifestement masquer l'ampleur des cadeaux supplémentaires aux entreprises qu'il est prêt à consentir.

Du côté des hausses de recettes, le principal poste mis en avant par le RN concerne la lutte contre la fraude qui est supposée rapporter 26 Mds €. Le gros morceau, 18 Mds €, est censé provenir de l'instauration hypothétique d'un prélèvement à la source de la TVA. Le RN escompte aussi récupérer 7,5 Mds € supplémentaires d'un tout aussi hypothétique impôt sur les sociétés assis sur le chiffre d'affaires des entreprises au lieu des bénéfices. Sur ce plan, on se situe assez largement du côté de la pensée magique.

Les fausses recettes supplémentaires provenant des CEE

Les rentrées supplémentaires, 11,4 Mds €, rangées dans la catégorie « rationalisation des dépenses » n'en sont pas en réalité puisqu'il s'agit pour l'essentiel, 9,3 Mds €, de la réintégration au budget des Certificats d'Economie d'Energie (CEE) et des Certificats de Production de Biogaz (CPB). Ces montants ne seraient cependant des recettes publiques nettes supplémentaires que si l'Etat n'assure pas, via des subventions publiques, les dépenses que ces certificats servaient à couvrir antérieurement. Le RN n'a certes budgété aucune dépense

supplémentaire dans ces domaines mais, dans ce cas, ces montants perdent tout simplement toute légitimité à être perçus. Tandis que la transition énergétique serait sévèrement freinée par la politique du RN.

Dans la catégorie « justice fiscale et sociale », 6,6 Mds €, Marine Le Pen prévoit 5 Mds € de rentrée supplémentaires pour un nouvel Impôt sur la Fortune Financière. Fort bien mais que les riches se rassurent : le Prélèvement Forfaitaire Unique (PFU) sur les revenus financiers sera abaissé dans le même temps de 1,5 Mds €, en plus des 1,7 Mds € de baisses d'impôts sur les successions et des 1,8 milliards de baisse sur le dispositif Dutreil prévues par ailleurs. Le RN comptabilise aussi par avance dans cette catégorie 3 Mds € qui seraient dues à une très hypothétique baisse des intérêts payés sur la dette.

Haro sur les collectivités locales

Quant aux collectivités territoriales, Marine Le Pen veut leur reprendre 3,4 Mds € de TVA que l'Etat leur transfère actuellement tout en leur pompant également 3,2 Mds € via des cotisations sociales supplémentaires. A croire que les collectivités locales figurent, aux côtés des immigrés et de l'Union Européenne, parmi les principaux ennemis du RN.

Les 5,2 Mds de recettes supplémentaires associés à l'Union Européenne par le RN sont constituées de 3 Mds censés provenir d'une hypothétique harmonisation européenne des taxes sur le tabac et l'alcool et de 2,2 Mds de droits de douane supposés être rétrocédés à l'avenir à la France par une Union Européenne que Marine Le Pen aura par ailleurs déjà largement privé de ses autres ressources...

Bref, les prévisions budgétaires de Marine Le Pen à l'horizon du quinquennat sont tout aussi fantaisistes que celles qui ont servi à concocter son budget 2027.

Les chiffres des documents du RN contredisent le discours prononcé par la candidate prévoyant un ajustement plus brutal encore que celui mené par Javier Milei en Argentine... Une approche ultralibérale qui n’a rien à voir avec le profil social quelle essaie volontiers de de donner.

Loin de diminuer les impôts, le RN prévoit en réalité de les accroître sensiblement tout en taillant lourdement dans les budgets sociaux, dans celui des collectivités locales et du monde associatif et dans le fonctionnement de l’Etat.

Annexe : détail des projections budgétaires du RN pour le quinquennat

Le contre-budget : pierre d’angle de la stratégie pluriannuelle de redressement – détails des mesures (2/4)

Thème	Nom de la mesure	2027	2028	2029	2030	2031	Type d'effet
Collectivités territoriales	Application des 35 h dans la fonction publique territoriale (fin du clientélisme des élus - impliquant une	0,50	1,00	1,30	1,30	1,30	Positif : Baisse dépenses
Collectivités territoriales	Optimisation du FCTVA	0,40	0,40	0,40	0,40	0,40	Positif : Baisse dépenses
Collectivités territoriales	Ajustement des effectifs à la suite de la rationalisation des compétences des collectivités	0,80	1,52	2,25	2,99	3,75	Positif : Baisse dépenses
Collectivités territoriales	Suppression des EPCI et des métropoles	-0,25	0,05	0,40	1,15	1,25	Positif : Baisse dépenses
Collectivités territoriales	Application stricte des compétences pour les collectivités territoriales	0,30	0,65	1,35	1,50	2,10	Positif : Baisse dépenses
Collectivités territoriales	Baisser les dépenses des collectivités à destination des associations de relevant pas de l'intérêt général	2,00	3,00	3,00	3,00	3,00	Positif : Baisse dépenses
Collectivités territoriales	Sécuriser la hausse d'un point par an de la cotisation employeur de la FPT jusqu'en 2028 et prolonger	1,00	2,00	2,40	2,80	3,20	Positif : Gains fiscaux
Collectivités territoriales	Écritement puis rebudgétisation de la TVA transférée aux collectivités (régions et EPCI)	3,40	3,40	3,40	3,40	3,40	Positif : Gains fiscaux
Compétitivité	Modifier les conditions du pacte Dutreil (annulation de la taxation contre détention de 10 ans)	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75	Négatif : Baisse recettes
Compétitivité	Baisse de l'impôt de production : suppression de la CFE	8,10	8,10	8,10	8,10	8,10	Négatif : Baisse recettes
Compétitivité	Baisse de l'impôt de production : suppression totale de la CVAE	3,70	3,70	3,70	3,70	3,70	Négatif : Baisse recettes
Compétitivité	Baisse de l'impôt de production : suppression de la C3S	5,30	5,30	5,30	5,30	5,30	Négatif : Baisse recettes
Compétitivité	Création d'un prix national de l'électricité	5,60	7,10	9,14	9,14	9,14	Positif : Baisse dépenses
Compétitivité	Retour d'IS lié à la baisse des impôts de production	3,65	4,03	4,59	4,59	4,59	Positif : Gains fiscaux
Compétitivité	Exporter en Europe le surplus de production d'électricité (via dividendes EDF)	3,70	3,70	3,70	3,70	3,70	Positif : Gains fiscaux
Environnement	Transformation et augmentation du fonds vert pour les lutte contre les risques climatiques	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	Négatif : Hausse dépenses
Fraude	Réforme du cartel des marchés publics	1,20	2,33	3,50	4,66	5,80	Positif : Baisse dépenses
Fraude	Mise en place du prélèvement de la TVA à la source	-0,10	5,00	10,00	15,00	18,00	Positif : Gains fiscaux
Fraude	Renforcer l'Autorité de la concurrence pour lutter contre les ententes, cartels et la concurrence	1,20	1,20	1,20	1,20	1,20	Positif : Gains fiscaux
Fraude	Mécanisme de correction de l'impôt sur les sociétés assis sur le chiffre d'affaires et non sur le bénéfice	3,75	4,33	5,10	6,35	7,50	Positif : Hausse impôts
Immigration	Réserver les prestations de solidarité aux étrangers ayant au moins 5 ans ETP travaillés en France	7,50	11,00	12,20	12,20	12,20	Positif : Baisse dépenses
Immigration	Remplacement de l'AMÉ par l'AMU	1,10	1,30	1,30	1,30	1,30	Positif : Baisse dépenses
Immigration	Réformer la politique de l'asile	0,90	1,40	1,70	1,70	1,70	Positif : Baisse dépenses
Immigration	Suppression du visa pour soins	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	Positif : Baisse dépenses
Immigration	Réserver les prestations familiales aux foyer dont au moins un des parents est français	0,00	5,90	5,90	5,90	5,90	Positif : Baisse dépenses
Immigration	Départ des étrangers sans emploi depuis 3 (trois) années de résidence) ne pouvant subvenir à leurs	0,10	0,40	0,70	0,80	0,90	Positif : Baisse dépenses
Immigration	Hausse des frais de scolarité des étudiants étrangers (sauf conventions interrétatiques)	1,10	1,10	1,10	1,10	1,10	Positif : Baisse dépenses
Immigration	Mesures indirectes : baisse des dépenses liées à l'insécurité (effet de la baisse de l'immigration)	0,50	1,00	1,50	2,00	2,00	Positif : Baisse dépenses
Immigration	Taxe de 1000 €/an à l'embauche d'un extra-européen	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	Positif : Hausse impôts
Immigration	Taxation à 14 % des transferts d'argent vers les pays tiers	1,92	1,92	1,92	1,92	1,92	Positif : Hausse impôts
Justice fiscale et sociale	Revenir sur la hausse du taux PFU de 1,4 point pour le fixer à 30 %	1,50	1,50	1,50	1,50	1,50	Négatif : Baisse recettes
Justice fiscale et sociale	Devoir pointer à France Travail une fois par mois pour pouvoir toucher le chômage	0,15	0,15	0,15	0,15	0,15	Positif : Baisse dépenses
Justice fiscale et sociale	Economie sur le coût de la dette	1,30	2,04	2,67	2,89	3,04	Positif : Baisse dépenses
Justice fiscale et sociale	Application du principe de casueur-payeur	0,20	0,15	0,10	0,10	0,10	Positif : Gains fiscaux
Justice fiscale et sociale	Régularisation des rapatriés fiscaux	0,90	0,80	0,50	0,30	0,30	Positif : Gains fiscaux
Justice fiscale et sociale	Récupération des aides pour les entreprises qui délocalisent	0,20	0,20	0,20	0,20	0,20	Positif : Gains fiscaux
Justice fiscale et sociale	Redevance d'accès au marché historique électrique et gazier français	0,80	0,40	0,20	0,10	0,10	Positif : Hausse impôts
Justice fiscale et sociale	Supprimer l'avonération de taxe foncière sur l'éolien et augmenter la taxe éolienne en mer	0,20	0,20	0,20	0,20	0,20	Positif : Hausse impôts
Justice fiscale et sociale	Timbre sur les visas touristiques	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	Positif : Hausse impôts
Justice fiscale et sociale	Transfert aux banques du financement de l'accessibilité bancaire	0,30	0,30	0,30	0,30	0,30	Positif : Hausse impôts
Justice fiscale et sociale	Augmenter le ticket modérateur d'accès à la justice prévu par le Gouvernement	0,15	0,15	0,15	0,15	0,15	Positif : Hausse impôts
Justice fiscale et sociale	Financement d'une part des réseaux numériques par les géants du numérique	0,30	0,60	0,80	0,80	0,80	Positif : Hausse impôts
Justice fiscale et sociale	IFI en remplacement de l'IFI	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	Positif : Hausse impôts
Justice fiscale et sociale	Passer du mécénat d'entreprise à un régime de déductibilité fiscale	0,52	0,52	0,52	0,52	0,52	Positif : Hausse impôts
Justice fiscale et sociale	Taxe sur les rachats d'actions	11,35	0,34	0,34	0,34	0,34	Positif : Hausse impôts
Justice fiscale et sociale	Taxe sur les superchivendues	0,75	0,00	0,00	0,00	0,00	Positif : Hausse impôts
Pouvoir d'achat	Réforme du malus automobile avec un calcul portant sur l'ensemble de la chaîne de fabrication du	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	Négatif : Baisse recettes
Pouvoir d'achat	Suppression de la TVA sur 100 produits de première nécessité	3,50	3,50	3,50	3,50	3,50	Négatif : Baisse recettes
Pouvoir d'achat	Baisse de la TVA sur les énergies (gaz, électricité, carburants, bois, fioul)	12,20	12,20	12,20	12,20	12,20	Négatif : Baisse recettes
Pouvoir d'achat	Retour de la TICPE au niveau de 2017	3,90	0,00	0,00	0,00	0,00	Négatif : Baisse recettes

Le contre-budget : pierre d'angle de la stratégie pluriannuelle de redressement – détails des mesures (4/4)

Thème	Nom de la mesure	2027	2028	2029	2030	2031	Type d'effet
Sécurité sociale	Transfert de remboursements sanitaires aux mutuelles financé par la suppression de leurs dépenses	0,00	3,00	3,00	3,00	3,00	Positif : Baisse dépenses
Sécurité sociale	Rationaliser les structures et les aides aux professionnels (supprimer les CPTS, usage du DPC, etc)	0,42	0,42	0,42	0,42	0,42	Positif : Baisse dépenses
Sécurité sociale	Réduire les coûts hospitaliers et fluidifier les parcours	3,21	4,35	6,05	7,15	8,25	Positif : Baisse dépenses
Sécurité sociale	Lutter contre les dépenses indues (juste prescription, contrôle automatisé des factures avant paiement,	2,20	2,75	6,43	8,17	9,51	Positif : Baisse dépenses
Sécurité sociale	Réduire le coût des produits de santé (recentrage du 100 % Santé optique sur des lunettes fabriquées	0,26	0,26	0,41	0,41	0,41	Positif : Baisse dépenses
Sécurité sociale	Suppression des talles de shoot et autres politiques contestables	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	Positif : Baisse dépenses
Sécurité sociale	Fusion URSSAF-DGFIP, mutualiser les achats de la CNSA et autres mesures de modernisation dont IA	0,27	0,27	0,72	1,72	1,72	Positif : Baisse dépenses
Sécurité sociale	Suspendre les prestations familiales des parents d'enfants délinquants ou criminels	0,22	0,22	0,22	0,22	0,22	Positif : Baisse dépenses
Sécurité sociale	Renforcer les contrôles et le retour à l'emploi (détecter le travail dissimulé par analyse de la DSN)	0,98	1,22	1,47	1,71	1,96	Positif : Baisse dépenses
Sécurité sociale	Mesures de freinage des dépenses de biologie médicale	0,39	0,64	0,89	0,89	0,89	Positif : Baisse dépenses
Sécurité sociale	Systématiser un entretien pour l'ensemble des primo-demandeurs d'AAH 2	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	Positif : Baisse dépenses
Sécurité sociale	Réduction des forfaits techniques d'IRM et scanners à hauteur des coûts estimés	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	Positif : Baisse dépenses
Sécurité sociale	Conversion en radiographie des IRM des membres inférieurs	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	Positif : Baisse dépenses
Sécurité sociale	Mise en place de la carte vitale biométrique	0,00	2,00	3,00	3,00	3,00	Positif : Baisse dépenses
Sécurité sociale	Désactiver les cartes vitales après 2 ans d'inactivité	0,20	0,20	0,20	0,20	0,20	Positif : Baisse dépenses
Sécurité sociale	Rationalisation des ALD	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	Positif : Baisse dépenses
Sécurité sociale	Généraliser la délivrance à l'unité des médicaments	0,85	0,85	0,85	0,85	0,85	Positif : Baisse dépenses
Sécurité sociale	Retraite : mesures de réparation du système actuel	3,00	6,00	9,00	12,00	15,00	Positif : Baisse dépenses
Sécurité sociale	Réformer le barème de l'APA pour en renforcer la dégressivité, le cas échéant en tenant compte des	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	Positif : Baisse dépenses
Union européenne	Restauration d'une pondération climatique dans la contribution à l'UE	0,00	1,18	1,18	1,18	1,18	Positif : Baisse dépenses
Union européenne	Baisse de la contribution de la France à l'Union européenne	8,90	10,12	14,12	13,12	13,12	Positif : Baisse dépenses
Union européenne	Harmoniser au niveau européen la fiscalité sur les tabacs et l'alcool afin d'éteindre la fraude	0,00	3,00	3,00	3,00	3,00	Positif : Gains fiscaux
Union européenne	Rendre à la France sa part des droits de douane collectés par l'UE	2,20	2,20	2,20	2,20	2,20	Positif : Gains fiscaux
	Mesures du Gouvernement PLF 2027 acceptées par le RN	3,60	3,60	3,60	3,60	3,60	Positif : Baisse dépenses
Mesures validées							
Coût total annuel (partie validée)		71,6	103,6	124,3	134,8	141,7	
Marge annuelle			32,0	20,7	10,5	6,9	
Compte partiel (uniquement les mesures validées)							
Total : Contribution "POSITIVE"		140,8	180,0	210,7	229,5	244,4	
dont, baisse des dépenses		28,8	112,0	142,8	155,5	166,1	
dont, hausse des impôts		26,2	15,0	15,7	16,9	18,0	
dont, gains fiscaux		33,5	46,6	51,1	55,9	58,7	
Total : Contribution "NEGATIVE"		69,2	76,4	86,4	94,7	102,7	
dont, baisse des recettes		53,2	49,3	49,2	49,1	49,1	
dont, hausse des dépenses		16,1	27,2	37,3	45,7	53,7	
Impact net sur les prélèvements obligatoires		7	12	18	24	28	
Impact net des mesures hausses/baisses d'impôts (hors gains fiscaux)		-27	-34	-33	-32	-31	
Part des baisses de dépenses dans l'effort		110,6%	113,0%	114,9%	115,4%	117,3%	

Notes

- ① Rien n'est précisé dans le document pseudo sérieux diffusé à la presse le 6 octobre dernier par le RN, mais on partira du principe que les valeurs indiquées sont exprimées en euros de 2025, comme c'est le cas habituellement. Et que donc les chiffres annoncés pour 2032 seront à corriger de l'inflation intervenue entretemps.